

PÉNÉLOPE LARZILLIÈRE

La Jordanie contestataire

MILITANTS ISLAMISTES, NATIONALISTES
ET COMMUNISTES

Sindbad
ACTES SUD

INTRODUCTION

Les vagues de mobilisations dans le monde arabe en 2011 et 2012 et le basculement des régimes tunisien et égyptien ont remis sur le devant de la scène l'opposition aux régimes autoritaires. En Jordanie, entre censure, répression et falsification des élections, l'activisme politique est limité, malgré l'ouverture démocratique de 1989. La monarchie jordanienne est officiellement une monarchie constitutionnelle avec un Parlement élu, mais politiquement c'est un système d'exclusion. De multiples expressions ont été utilisées pour exprimer cette ambivalence – “démocratisation défensive”, “libéralisation paradoxale” ou “élections autoritaires” – et pour décrire ce type de pouvoir autoritaire. Institutions démocratiques et opposition politique sont présentes, mais les enjeux réels de la scène politique sont sévèrement restreints, et les bases de la monarchie non discutables. S'il existe bien une Constitution jordanienne mise en place en 1952 puis amendée de nombreuses fois, celle-ci accorde les quasi-pleins pouvoirs au roi, qui nomme le Premier ministre, peut dissoudre le Parlement et gouverner par décret, tandis que le Parlement ne peut proposer de lois. L'officielle “ouverture” démocratique n'a pas empêché la création d'un cadre légal coercitif,

limitant l'expression et la participation politique. Les services de sécurité restent omniprésents et la répression – moins systématique – perdure cependant. L'apparente stabilité du régime jordanien est en fait basée sur de complexes et changeants processus autoritaires qui sont mis en place de manière différenciée selon les arènes politiques et sociales. Dans ce contexte, la création d'institutions démocratiques peut aussi correspondre à une stabilisation autoritaire plutôt qu'à une libéralisation politique.

Pour autant, l'opposition existe et des voies alternatives de contestation ont émergé. Le vécu des opposants éclaire alors les conditions de cet engagement politique face à un régime répressif. Une enquête de terrain de plusieurs années a permis de reconstituer les trajectoires de soixante militants de longue durée issus des différentes tendances : islamistes nationalistes et communistes. Hormis les islamistes qui ont toujours été autorisés, bien que parfois réprimés par la monarchie jordanienne, les opposants sont passés d'un militantisme clandestin à une scène publique très contrôlée. Nombre d'entre eux ont connu l'emprisonnement. Ils reviennent ici sur leurs motivations, leur engagement et ses conséquences tout au long de leur vie.

À travers ces parcours, les conditions générales du militantisme politique face à un régime répressif apparaissent, mais aussi le sens donné à l'engagement et aux idéologies au niveau de l'individu. Comment les futurs militants perçoivent-ils les différentes références et comment s'effectuent les premières adhésions? L'orientation vers tel ou tel courant idéologique est liée aux lieux de socialisation secondaire qui sont souvent les premiers lieux de socialisation militante. On trouve peu de cas ici de familles engagées sur plusieurs générations, mais parfois l'influence d'un frère aîné est soulignée. L'université et même le lycée sont alors des passages essentiels où commencent tous les engagements. Les "passeurs", professeurs ou camarades, y jouent un rôle

important, de même que les hégémonies locales d'un mouvement politique ou d'un autre. Si une orientation islamiste dans une université de gauche peut surprendre, on s'aperçoit vite qu'elle s'est effectuée plus tôt, dans un lycée à majorité islamiste. Dans tel village, le centre des jeunes était majoritairement communiste et les jeunes qui y sont passés le sont devenus. Un animateur qui fournit des livres et prend le temps de longues discussions politiques y sert de passeur. Même lorsqu'elles sont décalées par rapport au contexte général, ces hégémonies locales tendent à perdurer. Les militants reconnaissent d'ailleurs très simplement leur impact. Selon certains, s'ils avaient étudié dans une autre université, ils auraient probablement choisi une autre tendance politique. Cette détermination initiale ne remet pas en cause la justesse de leurs choix.

Ces militants veulent agir et optent très jeunes pour une idéologie en fonction d'hégémonies locales et de passeurs. Mais, une fois l'idéologie choisie, la plupart s'y tiennent. Ce sont les sympathisants beaucoup plus que les militants qui circulent ; pour ces derniers, l'impact de la socialisation militante est très fort. D'autre part, pour les islamistes et les communistes – beaucoup moins les nationalistes – la référence idéologique ne concerne pas seulement un positionnement politique mais devient un véritable mode de vie, souvent mis en pratique dans une forme d'entre-soi. Ce premier engagement a de lourdes conséquences, dépendantes du devenir régional ou international de l'idéologie adoptée mais surtout de la façon dont le régime jordanien la perçoit. Ainsi, entre la semi-clandestinité des communistes et l'opposition intégrée des islamistes, le champ des possibles n'est pas le même.

Les cadres idéologiques de l'engagement politique sont régionaux ou internationaux : communisme, nationalisme arabe, nationalisme palestinien ou islamisme. Leur implantation, cependant, dépend étroitement du contexte national. Le nationalisme palestinien occupe ici une place à part. Palestiniens ou non,

ces militants sont dans tous les cas fortement imprégnés, marqués par l'histoire du peuple palestinien et l'arrivée massive de réfugiés palestiniens en Jordanie en 1948 et 1967. La question palestinienne est double toutefois en Jordanie. L'opposition à l'occupation israélienne en Cisjordanie et à Gaza fait consensus. Mais sur le statut et le rôle des Palestiniens en Jordanie, les tensions sont fortes. La distinction entre "Palestiniens" et "Transjordaniens" est, pour une grande part, construite. Nombre de familles ont des branches des deux côtés du Jourdain. Le royaume hachémite est de création récente et la notion même de Transjordanie n'existait pas avant son établissement. Mais la question n'est pas là. L'opposition entre Palestiniens post-1948 et Transjordaniens a fait partie intégrante de la construction étatique jordanienne. Après la disparition de l'empire ottoman, la monarchie fut à la recherche d'une autre figure ennemie contre laquelle fonder l'unité. C'est ainsi que les Palestiniens et le mouvement national palestinien montant sont peu à peu construits comme des figures et des manifestations de l'étranger en Jordanie à la fin des années 1950. Le régime n'a cessé, par la voix du roi Hussein, d'invoquer l'unité tout en s'appuyant spécifiquement sur les Transjordaniens pour son administration. La représentation du Palestinien comme un "Autre¹" ou un étranger a été une des bases de la création d'une identité transjordanienne spécifique, les tribus transjordaniennes étant alors considérées comme le fondement du régime avec une législation spécifique. Ce traitement différencié des deux populations, en plus du rapport à l'exil palestinien, les a peu à peu constituées en communautés distinctes. Pour autant, il ne faudrait pas en déduire que les camps de réfugiés – où habite seulement une minorité des Palestiniens² – sont les lieux centraux de l'activisme politique en

1. Joseph Massad, *Colonial Effects: The Making of National Identity in Jordan*, New York, Columbia University Press, 2001, p. 274.

2. 18 % selon des chiffres de 2003. Voir Jalal al-Husseini, "La question des réfugiés palestiniens en Jordanie entre droit au retour et réinstallation permanente", *Cahiers de l'Orient*, n° 75, 2003, p. 37.

Jordanie, la jeunesse des camps est actuellement plutôt dépolitisée, ou en tout cas éloignée des formes classiques de militantisme¹. Mais la question de l'origine "palestinienne" ou "jordanienne" est ainsi rendue politiquement centrale. Ce clivage est généralement nié par les leaders des mouvements politiques, il traverse toutefois toute l'opposition et la divise face à la monarchie.

LES ARÈNES DU MILITANTISME

Par-delà les différences identitaires et idéologiques, l'ouverture d'un espace de contestation reste cependant le défi principal. La création et le développement d'arènes d'opposition face à l'autoritarisme constituent un enjeu central pour les militants. Leurs parcours montrent combien l'université a représenté un lieu essentiel de politisation et de mobilisation, ce qui n'est pas spécifique à la Jordanie. De fait, l'espace restreint laissé au militantisme politique par un régime autoritaire se perçoit mieux dans les phases ultérieures de leur engagement. Certes, à l'université, les manifestations étudiantes sont réprimées. Mais dans la suite des parcours, ce sont les lieux mêmes du militantisme qui manquent et des espaces alternatifs de politisation recherchés. En effet, les partis politiques, longtemps interdits et fortement limités par la législation après leur autorisation en 1992, ont un faible rôle. L'accession au pouvoir du roi Abdallah II, à la mort de son père Hussein en 1999, a certes fait évoluer les bases sociales et économiques de la monarchie. Mais elle n'a pas supprimé le recours aux processus autoritaires ; Abdallah II use également de la dissolution du Parlement et de la gouvernance par décret. Le principal changement concerne

1. Luigi Achilli, "Fun, Football and Palestinian nationalism", *Jadaliyya*, février 2013, en ligne : www.jadaliyya.com/pages/index/9983/fun-football-and-palestinian-nationalism.

la politique économique qui désormais s'inscrit nettement dans un libéralisme économique non exclusif cependant d'un autoritarisme politique.

Dans ce contexte, l'enjeu pour les militants de l'opposition est bien plus la création d'arènes alternatives de mobilisation que la participation à un jeu politique sévèrement limité, une participation qui apparaît plutôt comme une compromission. Aussi les syndicats professionnels ont-ils représenté tout au long de ces années un lieu d'exception où un certain militantisme politique était possible, bien que la monarchie ait cherché à de nombreuses reprises à restreindre leurs activités ; de nombreux projets législatifs vont dans ce sens. Et les lignes rouges à ne pas franchir sont claires dans les esprits. Ces limitations et autolimitations se traduisent dans les pratiques : ainsi les rassemblements devant le siège principal des syndicats professionnels ont la faveur des militants plutôt que les manifestations, plus réprimées. Mais on les retrouve également dans les discours : lorsque les pressions de la monarchie se renforcent, les membres des syndicats minimisent leur rôle politique et insistent sur le caractère professionnel de leur activité.

Les syndicats professionnels, lieux évidents de poursuite du militantisme après l'université, occupent une place centrale dans quasiment tous les parcours militants, ce qui présume toutefois l'exercice d'une profession avec diplômes. Il s'agit en effet ici d'ordres ou de corporations, les syndicats ouvriers beaucoup plus contrôlés par la monarchie n'ayant pas du tout le même rôle. Cet aspect renforce le caractère sélectif du militantisme – en tout cas pour ses figures centrales – mais il peut aussi accompagner une trajectoire d'ascension sociale puisque plusieurs militants viennent de familles rurales pauvres. L'engagement politique a des conséquences sur les choix professionnels et surtout limite les secteurs d'activité possibles. Les militants de gauche sont interdits de service public par exemple, contrairement aux islamistes qui comptent de nombreux enseignants. Les opposants s'orientent alors vers le

secteur privé et l'ouverture de petites cliniques ou de petites structures commerciales, car la répression y est moindre que dans les grandes structures où les services de sécurité peuvent facilement récuser un recrutement.

Une autre arène est représentée par le secteur des ONG et des associations de plaidoyer que les militants ou anciens militants de la gauche arabe investissent en force. Cette reconversion correspond à une tendance régionale, voire à une logique générale du militantisme contemporain, et s'effectue indépendamment du type de gouvernement. Au Proche-Orient, deux facteurs, idéologique et pratique, sont en jeu.

En premier lieu, la fin des grands récits : l'échec des idéologies qu'ils portaient a conduit beaucoup de ces militants de gauche à adopter la notion de droits de l'homme pour maintenir un engagement, sous une référence très généralement acceptée. Ils préservent ainsi un ancrage international crucial pour eux, dont le statut dans leur propre société s'est souvent avéré délicat. Ce recours ne signifie pas nécessairement un abandon de leurs anciennes références ; cela varie selon les militants, et certains tiennent à prendre leurs distances avec la notion de victime (d'atteintes aux droits de l'homme), préférant une représentation plus politisée d'eux-mêmes.

En second lieu, les associations de plaidoyer représentent un nouveau registre d'action. Il s'agit d'intervenir sur différentes scènes, du local à l'international, en se fondant sur une expertise et non sur une orientation morale et politique uniquement. Cette démarche permet aux militants de remettre en cause certaines situations, d'interpeller gouvernements et bailleurs de fonds et de proposer d'autres agendas et réformes. Ils développent alors un militantisme différent, expert et réformiste, basé sur le débat technique des agendas gouvernementaux. Cette évolution du militantisme n'est d'ailleurs pas spécifique à la Jordanie. Si le lien avec les organisations internationales et leurs priorités assure fonds et visibilité, il renforce aussi leur déconnection sociale et les militants peuvent

alors apparaître comme une élite externe et internationalisée. Récemment, différents forums de gauche ont été créés, avec des modes de participation souple, à géométrie variable, qui contournent la répression en n'“encartant” pas les militants. Ils mettent en place de nouvelles formes de mobilisation de courte durée, par projet, où les militants s'accordent sur un mode d'action et une revendication plus que sur une idéologie générale. En Jordanie, les ONG n'échappent pas à la volonté de contrôle du régime qui met en place une nouvelle législation en 2008 (soulevant de nombreuses et vaines protestations) et de nombreuses manœuvres destinées à noyauter et à coopter les associations. Mais malgré la répression, ce répertoire d'actions prend un sens particulier car la monarchie dépend fortement des bailleurs de fonds et s'appuie sur une véritable rente humanitaire ; aussi lui est-il difficile d'ignorer ce registre d'intervention. Les fameuses “ONG royales” représentent d'ailleurs un moyen de s'y positionner.

Les mobilisations autour des Printemps arabes de 2011 puis 2012 se sont appuyées sur ces arènes alternatives, tout en les renforçant et les radicalisant. Elles ont d'abord été marquées par l'entrée de nouveaux acteurs, plus jeunes, qui, pour la plupart, n'étaient pas affiliés à des partis politiques mais passés par le secteur associatif. Les mobilisations ont cependant pris de l'ampleur lorsque les militants des organisations historiques s'y sont adjoints, de la gauche aux islamistes, et cela en continuité avec les nombreuses luttes syndicales de l'année 2010. Cependant, les limites structurelles de l'opposition en Jordanie n'en ont pas été radicalement modifiées, même si le passage à l'opposition de certaines tribus, généralement considérées comme des piliers du régime, est notable. Les divisions construites entre Jordaniens “de souche” (ou Transjordaniens) et “Jordano-Palestiniens” continuent ainsi à traverser l'ensemble des tendances politiques. Le mouvement indique toutefois un certain renouvellement générationnel,

et sa diffusion régionale a aussi donné un nouveau souffle aux militants de longue date.

IDÉOLOGIE ET ENGAGEMENT

Les mobilisations ont donc partiellement recomposé un horizon d'attente positif pour ces militants de longue durée et ils réévaluent à la hausse les possibilités de changement politique à moyen terme. Cette vision redonne du sens à leur engagement, même si elle se double d'un réel scepticisme vis-à-vis des annonces de réforme de la monarchie. Mais la diffusion régionale des mobilisations arabes les conforte face au régime jordanien. La façon dont les militants perçoivent leur engagement est étroitement liée aux succès ou aux échecs des idéologies qu'ils portent. Ces derniers se répercutent sur leurs évaluations politiques mais aussi personnelles. Les islamistes déroulent ainsi des parcours assez linéaires, sans remises en cause fondamentales, tandis que l'idéologie qu'ils soutiennent se renforce de manière continue. S'ils peuvent critiquer les stratégies de leur parti ou sa position face au régime, la vision politique de l'islamisme n'est, elle, pas remise en cause. Elle sert au contraire de point d'appui aux critiques contre leur mouvement, au nom d'une plus grande fidélité aux principes islamiques, par exemple. Ce relatif triomphalisme se retrouve dans les entretiens biographiques, où les islamistes expriment une certaine autosatisfaction. La précocité intellectuelle, la piété, l'engagement caritatif et politique, la large reconnaissance obtenue auprès des professeurs et des camarades de classe sont mis en valeur. Si les islamistes ne sont pas au pouvoir, la véritable hégémonie sociale dont ils bénéficient joue très positivement sur leur perception d'eux-mêmes. Ils sont sans concurrents réels en termes d'idéologie politique ou même de paradigme social. Même

la monarchie doit rendre des comptes sur sa légitimité religieuse et se positionner par rapport aux questions sociales définies par les islamistes, et ce indépendamment de leur succès ou de leur échec aux élections.

Tout autre est le tableau lorsqu'il s'agit d'évoquer les nationalistes et surtout la gauche et les communistes. Ces militants ont été fortement marqués par l'échec de leurs idéologies. La relative marginalité sociale des communistes s'en trouve renforcée alors qu'ils perdent leur appui international après la chute de l'URSS. Privés de soutien social, fortement réprimés, leur entre-soi communiste dissous alors que querelles et divisions s'accroissent à l'intérieur du PC jordanien, les désaffections et les remises en cause se multiplient. Les trajectoires sociales des communistes montrent cependant qu'un échec idéologique et politique, ressenti amèrement par les militants, n'empêche pas une certaine réussite professionnelle. L'ancrage militant a fourni un réseau et une structure qui ont aidé à l'intégration professionnelle, surtout lorsque la répression a empêché la fin des études. Mais leur rapport à leur propre trajectoire est fait de doutes et d'interrogations. S'ils restent fortement attachés à leurs principes, si leur vision du monde et leur idéologie politique n'ont que peu changé, cette dernière est devenue quelque peu abstraite et ils se sont distanciés du questionnement sur les conditions de sa mise en œuvre. Ils préfèrent réfléchir sur les raisons des échecs passés et pour ceux qui maintiennent un engagement, celui-ci prend d'autres formes plus sociales ou basées sur les droits de l'homme. Les désengagements et les ruptures n'épargnent pas complètement les islamistes cependant, et on peut rencontrer aussi parmi ces militants des déçus de l'islamisme qui sont entrés en conflit avec les Frères musulmans et remettent en cause l'organisation et la façon dont elle fait référence à l'islam. Eux aussi cherchent alors d'autres formes d'engagement, se réinvestissent dans des associations ou pour certains rejoignent même des organisations de gauche.

Comme le dit Reinhart Koselleck, les trajectoires d'échecs, de ruptures et de reconversions, de grande amertume parfois, ont ceci d'intéressant que la vision des "vaincus" est dans l'interrogation au contraire des "vainqueurs" qui restent dans l'évidence¹. Cela se notait d'ailleurs dans le rapport à l'entretien. Les islamistes y voyaient l'occasion de dérouler leurs succès et n'appréciaient pas les questions qui pouvaient remettre en cause cette vision, tandis que les communistes s'approprièrent véritablement la situation d'entretien, comme une occasion de réfléchir à nouveau sur leur parcours et de comprendre ce qui n'avait pas marché. L'enjeu est renforcé pour les communistes jordaniens doublement marginalisés : comme "perdants" de l'histoire, ils suscitent moins l'intérêt alors qu'ils ont dédié au militantisme une grande partie de leur vie et, comme Jordaniens, leur engagement est quelque peu ignoré et considéré comme périphérique, même par leurs camarades des pays voisins tel le Liban.

L'analyse de ces trajectoires militantes utilise donc différentes échelles. En premier lieu, le niveau national où se joue le rapport au régime et à la répression formate véritablement les parcours. Mais les circulations idéologiques dans le monde arabe et au-delà ont un impact également. Et les pratiques sont fortement marquées par l'évolution internationale des modes d'action politiques. Ainsi, l'expertise et son corollaire, la professionnalisation des militants, y jouent un rôle croissant, ce qui induit un changement des modes de recrutement. Certains éléments transversaux de la sociologie de l'engagement sont aussi confirmés : l'importance des passeurs, des hégémonies locales et des socialisations militantes notamment. À travers cette restitution des parcours de militants de longue durée s'éclairent ainsi, de l'intérieur, les évolutions contemporaines du militantisme dans le monde arabe.

1. Reinhart Koselleck, "Mutation de l'expérience et changement de méthode", dans *L'Expérience de l'histoire*, Paris, Gallimard-Seuil, 1997, p. 201-247.